

p. 100 de tous les internes qui travaillent en Grande-Bretagne, aujourd'hui viennent de l'extérieur, surtout de l'Asie ou de l'Afrique. Les États-Unis sont en bien meilleure posture que nous. Néanmoins, ce pays a établi à Londres un jury d'examen où les médecins peuvent se présenter pour subir leurs examens. Ceux qui veulent quitter la Grande-Bretagne, s'ils ont subi l'examen avec succès, peuvent se rendre aux États-Unis pour y exercer leur profession.

Que faisons-nous pour remédier à la situation? Quels efforts le gouvernement tente-t-il? L'Association médicale canadienne demande à un médecin de venir ici par avion, à ses propres frais, de subir un examen au Canada, puis de s'en retourner. Si le médecin subit l'épreuve avec succès, il peut revenir au pays exercer sa profession. Qu'est-ce qui ne va pas, je vous le demande? A la lumière de ces faits, je pourrais dire: Pourquoi un tel manque de personnel médical chez nous? Nous pourrions sûrement, nous aussi, prendre l'initiative pour que les médecins formés en Grande-Bretagne et qui songent à quitter ce pays puissent subir à Londres leurs examens. Je signale au ministre l'une des mesures à prendre, si nous voulons que le bill donne des résultats: il faudrait assurer au *Canadian Medical Council* des fonds en vue de l'établissement à Londres d'un office semblable à celui des États-Unis.

Cela m'amène au second point. Il s'agit de l'aménagement de facultés de médecine, de services paramédicaux, de centres de recherches scientifiques et ainsi de suite. Nous sommes loin d'être à la hauteur de la situation dans ce domaine.

En 1964, la Commission Hall déclarait dans son rapport que nous devons faire entrer chaque année au moins 476 étudiants de plus dans nos facultés de médecine, mais je me demande si le ministre sait le nombre des nouvelles inscriptions cette année aux facultés de médecine de l'Ontario. Est-il au courant des besoins? Sait-il que 75 nouveaux étudiants seulement se sont inscrits dans les facultés de médecine de l'Ontario? On compte donc seulement 75 étudiants de plus cette année, même si on trouve dans le rapport de la Commission Hall qu'il faudrait pour le Canada chaque année, au minimum, 476 nouvelles recrues. Je le répète, le rapport a été publié en 1964. Cependant, alors que 1966 tire à sa fin, nous constatons qu'en Ontario nous n'avons que 75 nouveaux étudiants, ce qui ne signifie pour tout le Canada que la moitié du nombre requis. En outre, il ne s'ouvrira qu'une seule école nouvelle de médecine, à Sherbrooke, et elle admettra 25 étudiants.

Le rapport de la Commission Hall mentionne que d'ici 1970 nous aurons besoin de

[M. Rynard.]

7,100 nouveaux médecins. Il faut qu'ils viennent s'ajouter aux autres de la profession. Nous ne recevons pas ce nombre et nous n'avons pas non plus l'espoir de le faire de la façon dont nous menons notre affaire. Les médecins, monsieur, sont surchargés presque à la limite de leur résistance. Sur l'avion se dirigeant à Toronto j'ai rencontré un médecin. Il est plus jeune que moi, ayant obtenu son diplôme vers 1935. Comme il est un de mes amis, je lui ai demandé qui s'occupait de sa pratique. La sienne était considérable. Il m'a répondu qu'il l'abandonnait, car il ne pouvait plus tenir le coup. Les gens l'appelaient et il ne pouvait les refuser tout en étant physiquement incapable de les visiter. Continuer lui aurait probablement valu une dépression nerveuse. Il était venu à Ottawa, m'a-t-il confié, dans l'intention de se trouver un emploi au gouvernement.

Cet état de choses existe dans de nombreuses villes canadiennes. Les médecins quittent leur pratique. Je cite ces faits, car les médecins disent souvent: «Nous ne pouvons pas refuser de soigner les gens; nous ne voulons pas prendre la responsabilité de laisser mourir une personne ayant besoin de soins immédiats, mais il nous faut parfois du repos.»

Nous devons reconnaître que les gens ne reçoivent pas aujourd'hui ce qu'il y a de meilleur en matière de soins médicaux. Ce n'est pas faute d'argent, mais faute de médecins rien de plus. Le Canada se trouve dans une situation grave au sujet du personnel médical.

Construisez autant de facultés de médecine que vous voulez, si vous n'avez pas de professeurs compétents, vous n'aurez pas de médecins. Il ne servira guère d'avoir des étudiants si l'on n'a pas de professeurs. Combien de professeurs nous faut-il? Il est reconnu que, dans les cinq prochaines années, nous aurons besoin de 1,500 professeurs de science. Le Canada n'en compte pas un aussi grand nombre. Qu'arrivera-t-il? Un article du *Canadian Medical Association Journal* cité à la page 7553 du hansard dit:

«Si les professeurs requis pour assurer l'expansion des facultés actuelles et la création de nouvelles sont recrutés au Canada, nous aurons une espèce de polka des chaises. Le personnel des facultés actuelles s'affaiblira vite et, s'il y a surenchère, les meilleurs talents, malheureusement, se concentreront peut-être dans quelques centres.»

Cette situation existe depuis fort longtemps. On en est maintenant arrivé au point où quatre facultés de médecine au Canada perdront peut-être leur accréditation. Le *Canadian Medical Association Journal* a étudié cette question et a dit, comme la page 7553 du hansard le rapporte:

Le bruit a couru pendant longtemps; aujourd'hui, on en parle ouvertement: le tiers de nos